REVUE

www.latitudemonde.com

IDÉES DURABLES

LA RSE EN PARTAGE

N°12 | 2026

GUIDE POUR LES DÉCIDEURS

CHOC ÉCONOMIQUE ET RSE: COMMENT FAIRE PLUS AVEC MOINS?



ACTUALITÉS

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM : 10 ANS D'ENGAGEMENT POUR LA RSE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE



LA GRANDE INTERVIEW

Jean Télésphore ELLA ZE

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'OWENDO MINERAL PORT

« Notre ambition est de devenir un opér'acteur durable »

INVESTISSONS AUJOURD'HUI
DANS LES SCIENTIFIQUES AFRICAINES DE DEMAIN

COALITION POUR L'ÉDUCATION SCIENTIFIQUE DES JEUNES FILLES EN AFRIQUE
CESJFA

Lancée lors de la 10e édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM, la Coalition pour l'Éducation Scientifique des Jeunes Filles en Afrique (CESJFA) mobilise les entreprises pour promouvoir l'accès des jeunes filles aux filières STEM.

Les objectifs :

- Promouvoir l'accès équitable des jeunes filles aux filières scientifiques dès le primaire
- Promouvoir l'histoire des sciences en Afrique auprès des jeunes filles
- Promouvoir le mentorat et le leadership féminin dans les domaines STEM
- Soutenir les politiques publiques en faveur de l'éducation scientifique inclusive
- Valoriser les modèles féminins africains dans les sciences

Rejoignez le mouvement pour ouvrir les portes des STEM aux jeunes filles

Plus d'infos: contact@latitudemonde.com

Éditorial



© Latitude Monde

Stéphane Moudouté-Bell

Directeur Général
du Cabinet LATITUDE MONDE

Commissaire Général
de l'AFRICAN BUSINESS
& SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

REJOIGNEZ LA COALITION POUR L'ÉDUCATION SCIENTIFIQUE DES JEUNES FILLES EN AFRIQUE (CESJFA)

L'Afrique fait face à un déficit important de compétences scientifiques, alors même que les secteurs clés du développement — santé, agriculture, énergie, numérique, environnement — nécessitent une main d'œuvre qualifiée. Pourtant, les jeunes filles restent sous représentées dans les filières STEM en raison de barrières socio-culturelles, du manque de ressources pédagogiques adaptées et de l'absence de modèles féminins visibles.

Lancée à l'occasion de la 10é édition de l'African Business & Social Responsibility Forum, sous le haut patronage du Docteur Ameenah GURIB-FAKIM, ancienne Présidente de la République de Maurice et scientifique de renommée internationale, la Coalition pour l'Éducation Scientifique des Jeunes Filles en Afrique (CESJFA) est une plateforme panafricaine multipartite dédiée à la promotion de l'accès des jeunes filles aux disciplines scientifiques, technologiques, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM). Face aux défis persistants en matière d'inclusion et d'égalité des chances, la CESJFA ambitionne d'apporter des réponses concrètes à travers une approche coordonnée, inclusive et durable visant à renforcer les systèmes éducatifs, à encourager la participation des jeunes filles aux filières STEM, à promouvoir l'équité des opportunités et à accélérer l'innovation ainsi que le développement durable du continent africain.

À l'instar des nombreuses entreprises déjà engagées au sein de la CESJFA, nous vous invitons à rejoindre ce mouvement à fort impact social. Votre adhésion contribuera à la construction d'un écosystème éducatif africain plus inclusif et plus équitable, où les jeunes filles disposent des compétences, des ressources et des opportunités nécessaires pour s'épanouir dans les filières scientifiques et technologiques. Ensemble, nous pouvons favoriser leur pleine participation à l'innovation, stimuler la croissance économique et contribuer durablement au progrès social du continent.

Plus d'infos: contact@latitudemonde.com ! ■













IDÉES DURABLES EST UNE REVUE SEMESTRIELLE DIGITALE ÉDITÉE PAR LATITUDE MONDE

Directeur de la publication & Rédacteur en chef **Stéphane Moudouté-Bell** • Contributeurs **Didier ACOUÉTEY ; Orchidée BIYO WISSI; Sabou DOUMBIA ; Bénédicte SESS TCHOTCH ; UNICEF GABON** • Maquette **Tebiche Samir** • Crédit Photos **Istock - Pexels Freepik** • Editeur **Latitude Monde BP: 6514 Libreville - Gabon / Tél: +241 74 18 96 72** • contact@latitudemonde.com

Sommaire 12/2026



©Ministère du PCAD


©SOLIBRA

ACTUALITÉS RSE

06 AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM : 10 ans d'engagement pour la RSE et le Développement Durable en Afrique

10 L'ISO et le PNUD lancent la première norme internationale de management dédiée aux ODD

14 COP17- Les « Park Bonds », un nouvel outil pour financer les aires protégées en Afrique de l'Ouest

16 Économie circulaire: Le Gabon lance sa plateforme nationale

18 Le Sénégal lance officiellement sa taxonomie verte

DÉCRYPTAGE

20 Écouter les territoires pour élargir le champ des possibles

22 Pourquoi l'Afrique est-elle si vulnérable au changement climatique ?

23 RSE en Afrique : l'impératif des écosystèmes

GRANDE INTERVIEW

25 Jean Télésphore ELLA ZE, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'OWENDO MINERAL PORT (OMP)

TRIBUNE

30 Responsabilité civile : et si la loi allait au bout de sa propre logique ?

GUIDE POUR LES DÉCIDEURS

32 Choc économique et RSE: Comment faire plus avec moins?

34 L'impact du choc technologique sur le marché de l'emploi

37 Communication et RSE: L'audace de la transparence

3 QUESTIONS À

39 Fanta TANGARA, Country Manager, Agility Logistics Parks Côte d'Ivoire

© Freepik

Copyright © IDÉES DURABLES - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations est strictement interdite, sauf avec l'accord de l'éditeur.



AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM : **10 ANS D'ENGAGEMENT POUR LA RSE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE**

LES 10 ET 11 JUIN 2026, LES VILLES IVOIRIENNES D'ABIDJAN ET GRAND-BASSAM ONT ACCUEILLI LA 10ÈME ÉDITION DE L'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM AVEC POUR THÈME : « LA RSE À L'ÉPREUVE DU CHOC DES RÉALITÉS ».

La Rédaction







Les chocs géopolitiques, économiques, sociaux, environnementaux et technologiques qui percutent l'Afrique, font office de stress test pour nos démarches de durabilité, mais agissent également comme des révélateurs qui mettent à l'épreuve la sincérité des engagements RSE des entreprises, dans un contexte où seulement 18% des Objectifs de Développement Durable sont atteints.

Dans un contexte marqué par des chocs économiques, géopolitiques, environnementaux et technologiques, cette édition anniversaire du Forum a examiné les impacts de ces perturbations sur nos référentiels, interrogé la pertinence de nos grilles de lecture sur les enjeux de durabilité et identifié les conditions d'une transformation durable, adaptée aux contextes réels des villes et territoires africains.

Pour Stéphane Moudouté-Bell, Directeur général du Cabinet LATITUDE MONDE et Commissaire Général du Forum, « chaque étape de ces 10 ans a écrit une page de l'histoire de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM. 10 ans au cours desquels plus de 700 entreprises du continent et d'ailleurs ont affirmé leur engagement à faire émerger un véritable écosystème de la RSE, vecteur de transformation et de création de valeur partagée ». « La 10é édition du Forum n'est pas seulement une célébration : c'est un appel à l'action. Un appel à transformer la RSE en levier stratégique, enracinée dans les réalités africaines, et porteuse d'un futur où durabilité rime avec prospérité. Cette ambition passe notamment par la mise

en place nécessaire de coalitions autour de projets RSE capables de générer un impact à grande échelle» a-t-il poursuivi.

Cette dixième édition a également vu la création de la Coalition pour l'Éducation Scientifique des Jeunes Filles (CESJFA). Sous le parrainage du Docteur Ameenah GURIB-FAKIM, ancienne Présidente de la République de Maurice et scientifique de renommée mondiale, la CESJFA a pour objectif de promouvoir l'accès des jeunes filles africaines aux sciences et technologies en renforçant leurs compétences, leur exposition, leur confiance et leurs opportunités d'apprentissage.

Enfin, une série d'Awards a été décernée lors de cette édition ivoirienne du Forum:

• FORUM 10 YEARS AWARD – Décerné conjointement à S.E. Mme Ameenah GURIB-FAKIM, 6e Présidente de Maurice, Dr Sidi Ould TAH, Président de la BAD, Didier ACOUÉTEY, PDG d'Africsearch et à Alioune GUEYE, PDG de l'Afrique Qui Ose !
• CSR YOUNG AWARD – Aphrodice MUTANGANA, Chairman BELVANCE FOUNDATION
• SPECIAL JURY AWARD – GROUPE COFINA
• CORPORATE AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION – LASOLIBRA
• AMBASSADOR OF THE YEAR – Ferdinand NGON KEMOUM, Administrateur Directeur Général d'ORAGROUP

La onzième édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM se déroulera à Lomé, au TOGO, les 3 et 4 juin 2027. ■







LA RSE
Chez Groupe COFINA

UN CAP TRACÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque grand voyage commence par une décision : celle d'aller plus loin, de tracer un cap différent et d'assumer une trajectoire qui dépasse les sentiers battus.
Pour le Groupe COFINA, ce cap est clair : faire de la finance inclusive un levier de transformation positive, au service d'une Afrique en mouvement.

L'itinéraire est structuré et assumé : gouvernance ESG dédiée, politiques environnementales et sociales intégrées, Système de Gestion Environnementale et Sociale, suivi carbone, reporting rigoureux, adhésion au Pacte mondial des Nations Unies.
Le Groupe ne s'est pas contenté de tracer la route, il s'est donné les outils pour la parcourir avec rigueur.

Sur le terrain, ce voyage prend la forme d'un soutien concret à l'entrepreneuriat, à l'égalité des genres et aux écosystèmes locaux. Des escales significatives qui dessinent, ensemble, une finance plus juste et plus durable.

Chez Groupe COFINA, l'impact se mesure dans les vies transformées, les projets qui prennent leur envol et les opportunités créées le long du chemin.

Groupe cofina
Compagnie Financière Africaine

www.groupecofina.com


COFINA Burkina soutient l'initiative RSE Faso Mêbo


Remise de dons par Ferili Mali et COFINA Mali à l'orphelinat Niaber de Sébénikoro


Mohizi est une entreprise ivoirienne de chips de plantain, dirigée par des femmes et soutenue par COFINA.


Agriculteur sénégalais financé par COFINA, Serigne Mourtalla a créé des emplois locaux en favorisant les femmes.



ISO ET LE PNUD LANCENT LA NORME ISO/UNDP 53001, **PREMIER SYSTÈME INTERNATIONAL DE MANAGEMENT DES ODD**

À L'OCCASION DE SA RÉUNION ANNUELLE TENUE À PARIS DU 28 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2026, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION (ISO) ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) ONT ANNONCÉ LE LANCEMENT DE LA NORME ISO/UNDP 53001 - SYSTÈMES DE MANAGEMENT DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD).

La Rédaction



Organisé par l'AFNOR sous le thème «Construire la confiance dans un monde en mutation», cet événement a marqué une étape majeure dans l'intégration des ODD au sein des pratiques de gouvernance et de management des organisations.

Pour la première fois, une norme internationale met à la disposition des organismes un cadre structuré permettant d'intégrer les Objectifs de développement durable dans leur gouvernance, leur stratégie et leurs activités opérationnelles. La norme ISO/UNDP 53001 établit des exigences claires et fournit des outils pratiques pour identifier les priorités, définir des objectifs mesurables, les intégrer aux processus existants et évaluer les performances dans la durée.

Conçue pour s'articuler avec d'autres référentiels de management reconnus, notamment l'ISO 9001 pour la qualité et l'ISO 14001 pour l'environnement, elle favorise une approche cohérente de la gestion des risques, de la performance et des engagements de durabilité, tout en limitant les redondances entre systèmes de management.

Son lancement intervient dans un contexte marqué par une profonde transformation des mécanismes de financement du développement. Face à la raréfaction des ressources publiques, les entreprises et les investisseurs privés sont appelés à jouer un rôle croissant dans l'atteinte des priorités nationales et internationales de développement durable. Dans cette perspective, la norme ISO/UNDP 53001 offre un cadre reconnu et crédible permettant de convertir les engagements en matière de durabilité en actions concrètes, mesurables et vérifiables.

À cette occasion, Sergio Mujica, Secrétaire général de l'ISO, a souligné que les Normes internationales constituent depuis longtemps un levier essentiel pour aider les organisations à relever les défis mondiaux grâce à un langage et des références communes. De son côté, Marcos Neto, Directeur du Bureau des politiques du PNUD, a rappelé l'importance de transformer les ambitions en résultats tangibles afin d'accélérer les progrès vers l'Agenda 2030. Quant à Jens Heiede, Directeur général de Danish Standards, il a mis en avant la dynamique de coopération internationale qui a permis l'élaboration d'un référentiel consensuel, adaptable à l'ensemble des secteurs d'activité et des régions du monde.

Destinée aux entreprises, aux administrations publiques, aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux organisations de la société civile, la norme se distingue par sa flexibilité. Elle permet à chaque organisation d'identifier et de prioriser les ODD les plus pertinents en fonction de son contexte, de ses enjeux et des attentes de ses parties prenantes.

Pensée pour conserver toute sa pertinence au-delà de l'échéance de 2030, la norme ISO/UNDP 53001 fera l'objet du processus d'examen systématique de l'ISO, garantissant son adaptation continue aux évolutions des priorités et des enjeux mondiaux de développement durable. ■



VAALCO · ÉDUCATION & EMPLOI

Avec Numerik'Avenir, VAALCO GABON S.A finance les formations de 2 000 jeunes Gabonais aux compétences numériques

Étudiants en session de formation Numerik'Avenir au CCPE'ZON. © VAALCO

VAALCO GABON S.A finance les formations de 2 000 jeunes et étudiants issus de l'Université Omar Bongo, de l'Institut de Gestion et de l'Université EM Gabon, afin de renforcer leur employabilité et faciliter leur insertion professionnelle.

« Investir dans les compétences de la jeunesse gabonaise, c'est créer des opportunités durables, renforcer l'employabilité locale et contribuer activement au développement économique et social du Gabon. »

HERMELIA MBADINGA épse HAYES · Administrateur Directeur Général, VAALCO GABON S.A

Rédiger un rapport, bâtir un tableau de calcul, présenter un projet avec clarté : ces compétences, attendues dans toute entreprise, restent hors de portée de nombreux étudiants. Selon une enquête du CCPE'ZON (2025), 85 % d'entre eux ne maîtrisent pas suffisamment l'outil informatique, alors que près d'un jeune sur trois est sans emploi.

Pour relever ce défi, VAALCO GABON S.A soutient, dans le cadre de sa politique RSE, Numerik'Avenir, un programme créé par le Centre de compétences professionnelles et entrepreneuriales Zita Oligui Nguema (CCPE'ZON), implanté au sein de l'Université Omar Bongo. Lancée le 15 juin 2026, la formation est gratuite, dispensée en présentiel et sanctionnée par une certification officielle.

Une démarche alignée sur les Objectifs de développement durable n° 4 (éducation de qualité) et n° 8 (travail décent).

En cohortes de 25 à 30 apprenants, les participants choisissent leurs créneaux sans perturber leurs études : Word, Excel, PowerPoint, réseaux sociaux professionnels et initiation à l'intelligence artificielle. Pré-tests et post-tests mesurent les acquis, et une base de jeunes talents est mise à la disposition des recruteurs.

Après une première cohorte ouverte le 22 juin, la troisième a fait sa rentrée le 28 septembre 2026. Fort de cette dynamique, le programme est prolongé jusqu'en mars 2027.

Former, dépister, transmettre : VAALCO s'engage durablement aux côtés du Gabon.

VAALCO · SANTÉ & PRÉVENTION

HPV et tuberculose : VAALCO GABON S.A finance 14 000 kits de dépistage

Pour protéger les familles gabonaises



Lancement de la campagne nationale de dépistage financée par VAALCO, le 10 octobre 2026. © VAALCO

VAALCO GABON S.A finance entièrement la campagne nationale de dépistage lancée le 10 octobre 2026 sous le haut marrainage de la Première Dame, Zita Oligui Nguema : 7 000 kits de dépistage du HPV et 7 000 tests de la tuberculose en première phase.

L'ENGAGEMENT VAALCO GABON S.A EN CHIFFRES

14 000
kits de dépistage en première phase

7 000
kits de dépistage du HPV

7 000
tests de la tuberculose

30 min
pour obtenir un résultat

Le papillomavirus humain (HPV) est la principale cause du cancer du col de l'utérus, et la tuberculose demeure un enjeu majeur de santé publique. Dans les deux cas, un dépistage précoce améliore nettement les chances de guérison.

Pilotée par le Ministère de la Santé avec le Laboratoire National de Santé Publique et OneVita Partners, la campagne a été lancée à l'occasion d'Octobre Rose. L'objectif est de **faciliter l'accès au dépistage** pour les populations sur l'étendue du territoire national.

Les résultats de cette première phase permettront de définir la seconde phase, devant inclure la prise en charge des personnes impactées par le HPV ou la tuberculose.

Au-delà du financement, VAALCO mise sur le transfert de compétences : plusieurs agents du ministère ont été formés à la technologie de dépistage introduite par le laboratoire américain partenaire. Une expertise qui reste au Gabon.

Cette technologie présente trois avantages majeurs conduisant à un déploiement possible dans les zones rurales :

- aucune chaîne du froid requise pour la conservation ;
- des échantillons conservables sur une longue période ;
- des résultats disponibles en 30 minutes.

> « Aujourd'hui, nous rendons un résultat en une demi-heure et orientons le patient sans attendre. Cette technologie, nous la maîtrisons désormais. »
>
> Agent de santé formé, ministère de la Santé

À PROPOS

VAALCO GABON S.A

Filiale du groupe VAALCO Energy, VAALCO GABON S.A est implantée au Gabon depuis plus de 30 ans. Spécialisée dans la production d'hydrocarbures, elle conduit ses opérations au large des côtes de Mayumba.

Les piliers de la politique RSE de VAALCO GABON S.A sont : créer des opportunités économiques, créer des opportunités sociales, contribuer à améliorer l'employabilité des jeunes.

Former, dépister, transmettre : VAALCO s'engage durablement aux côtés du Gabon.

COP17: LES « PARK BONDS », UN NOUVEL OUTIL POUR FINANCER LES AIRES PROTÉGÉES EN AFRIQUE DE L'OUEST



À L'OCCASION DE LA 17E CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (COP17), TENUE À EREVAN EN ARMÉNIE, LE GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, LA FONDATION POUR LES PARCS ET RÉSERVES DE CÔTE D'IVOIRE (FPRCI) AINSI QUE PLUSIEURS FONDS FIDUCIAIRES DÉDIÉS À LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ONT PRÉSENTÉ, LE 20 OCTOBRE 2026, UNE NOUVELLE SOLUTION DE FINANCEMENT : LES « PARK BONDS.

La Rédaction

Ces obligations adossées aux aires protégées ambitionnent de mobiliser près de 300 millions d'euros auprès des marchés de capitaux et à travers d'autres mécanismes financiers, notamment les marchés du carbone. Leur vocation est de garantir des financements durables et prévisibles en faveur de la préservation de la biodiversité.

Inspirés du modèle des obligations vertes, les Park Bonds visent à attirer des investisseurs institutionnels et privés tout en assurant une gestion transparente des ressources et des résultats environnementaux mesurables. Pour Al Hamndou Dorsouma, chef de la Division climat et croissance verte du Groupe de la Banque africaine de développement, si les financements publics et les dons demeurent indispensables, ils restent insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins. Selon lui, le recours à des mécanismes innovants est désormais nécessaire pour mobiliser des capitaux privés et institutionnels sur le long terme.

L'initiative s'appuie sur une étude de faisabilité qui identifie trois conditions essentielles à la réussite de cet instrument : la viabilité économique du modèle, la capacité à démontrer des impacts environnementaux vérifiables et



l'existence d'une gouvernance robuste. La Côte d'Ivoire a été retenue comme pays pilote pour cette phase expérimentale. Son réseau d'aires protégées représente près de 7 % du territoire national.

Les porteurs du projet soulignent enfin que la réussite des Park Bonds repose sur une approche de financement mixte, associant ressources publiques, financements concessionnels, capitaux privés et contributions philanthropiques. À leurs yeux, cet outil pourrait permettre aux pays africains de transformer les ambitions du Cadre mondial pour la biodiversité en investissements concrets au service de la conservation. ■

ÉCONOMIE CIRCULAIRE
LE GABON LANCE SA PLATEFORME NATIONALE SUR LES PLASTIQUES

LE 6 OCTOBRE 2026 À LIBREVILLE, LE GABON A LANCÉ LA PLATEFORME NATIONALE D'ACTION SUR LES PLASTIQUES (NPAP-GABON), PORTÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE AVEC L'APPUI DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) ET DU GLOBAL PLASTIC ACTION PARTNERSHIP (GPAP).

Par Orchidée BIYO WISSI



Cette initiative vise à élaborer une feuille de route nationale pour lutter contre la pollution plastique et accélérer la transition vers une économie circulaire. Le Gabon devient ainsi le premier pays d'Afrique centrale à rejoindre le GPAP, hébergé par le Forum économique mondial.

Lors du lancement, le ministre des Eaux et Forêts, de l'Environnement et du Climat, Maurice Ntossui Allogo, a rappelé que la lutte contre la pollution plastique nécessite une mobilisation collective. Le Gouvernement gabonais a déjà renforcé son cadre réglementaire sur les plastiques à usage unique, intensifié les contrôles et engagé la fermeture de la décharge de Mindoubé. L'ambition est de parvenir, d'ici 2030, à une meilleure conception, collecte et valorisation des plastiques, avec pour objectif l'élimination de la pollution plastique à l'horizon 2040.
La plateforme réunit administrations, collectivités locales, entreprises, recycleurs, société civile et monde académique afin de coordonner les politiques publiques, les investissements et les actions de terrain. Dès sa première année, elle devra identifier les priorités réglementaires, financières et opérationnelles nécessaires à la structuration d'une filière nationale performante.

Le succès de l'initiative reposera notamment sur l'inclusion des femmes, des jeunes, des petits entrepreneurs et des acteurs du secteur informel, ainsi que sur la mobilisation des financements publics et privés. Le Royaume-Uni a d'ailleurs annoncé son soutien à cette dynamique.

En marge de la cérémonie, plusieurs acteurs ont plaidé pour des mesures concrètes, notamment la mise en œuvre de la Responsabilité élargie des producteurs (REP) afin de faire contribuer producteurs et importateurs aux coûts de gestion des déchets plastiques. D'autres ont insisté sur la nécessité de faire du recyclage une véritable opportunité économique et de création d'emplois.

La crédibilité de la NPAP-Gabon sera jugée sur ses premiers résultats : adoption de la feuille de route, mobilisation des financements, intégration des acteurs informels et application effective des mesures annoncées. ■

PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE

Édition 2025



SOLIBRA, l'histoire d'un engagement devenu exemplaire

En 2024, alors que la Côte d'Ivoire affrontait d'importants défis environnementaux et sociaux, SOLIBRA a choisi d'aller au-delà de son rôle d'industriel. L'entreprise s'est engagée dans un véritable mouvement de transformation, guidée par une conviction simple : **être utile au pays est une responsabilité autant qu'un devoir citoyen.**

Tout commence avec une gestion exemplaire de l'eau. Dans un contexte de pression croissante sur la ressource, SOLIBRA a renforcé son système ISO 14001 et déployé des solutions innovantes : circuits fermés, réutilisation de l'eau, stations d'épuration modernisées. Une démarche exigeante qui a permis de réduire significativement la consommation hydrique et d'installer l'entreprise comme une référence nationale.

Dans le même élan, l'efficacité énergétique devient une quête quotidienne. Relamping LED, équipements intelligents, optimisation du froid industriel : SOLIBRA modernise son parc et réduit ses émissions grâce à la récupération du CO_2. Une preuve que la transition énergétique n'est pas un slogan… mais un chemin que l'entreprise emprunte avec sérieux.
Et puis il y a l'économie circulaire, véritable pilier de la vision SOLIBRA. **Le verre consigné** – symbole historique de l'entreprise – permet de réduire les déchets à la source. Mais SOLIBRA voit pius loin : tri sélectif exemplaire, partenariats de recyclage, réutilisation de ses propres rebuts.

Le programme **Gare Propre** devient alors une histoire à part entière : chefs de gare, transporteurs, collectivités, citoyens… tous unis pour des gares plus propres, plus sûres, plus responsables. Deux années d'efforts, des milliers de personnes sensibilisées, des dizaines de tonnes de plastique collectées et recyclées : une dynamique collective unique dans le pays.
Cet engagement, SOLIBRA le porte aussi auprès de ses collaborateurs. Avec les certifications **ISO 45001** et **ISO 9001**, la sécurité, la qualité et la formation deviennent des priorités. Des femmes sont formées, des accidents reculent, des campagnes santé sauvent des vies.

Enfin, il y a la société ivoirienne, cœur battant des projets RSE. **64 projets communautaires** voient le jour : réhabilitation d'écoles et de bibliothèques, soutien aux orphelinats, actions de solidarité, campagnes environnementales majeures, empowerment des jeunes via le **Prix Pierre Castel**, et programmes d'éducation citoyenne comme, Jeunesse Responsable, qui accompagnent la nouvelle génération vers un avenir plus éclairé.

À force de constance, de rigueur et de vision, une évidence s'impose :

SOLIBRA ne se contente pas de produire.
Elle protège. Elle forme. Elle répare. Elle inspire.
C'est cette histoire authentique, utile et profondément ivoirienne, qui a valu à SOLIBRA le **Prix National d'Excellence de la Meilleure Entreprise Écocitoyenne 2025**.

LE SÉNÉGAL LANCE OFFICIELLEMENT SA TAXONOMIE VERTE

LE 19 OCTOBRE 2026, LE SÉNÉGAL A FRANCHI UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LA STRUCTURATION DE SA FINANCE DURABLE EN LANÇANT SA PREMIÈRE TAXONOMIE VERTE.

Par Orchidée BIYO WISSI

Élaboré sous l'impulsion du ministère de l'Environnement et de la Transition écologique et du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, avec l'appui technique de la coopération allemande (GIZ), cet outil a pour vocation d'orienter les investissements vers des activités contribuant aux objectifs climatiques et environnementaux du pays.



Fruit d'un processus engagé en 2024 et enrichi par une large consultation des parties prenantes en 2025, la taxonomie vise à instaurer un langage commun de la durabilité afin d'accroître la transparence, la crédibilité et l'attractivité de la finance verte. Cette première version est centrée sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et couvre plusieurs secteurs clés, notamment l'énergie, les transports, la construction, l'industrie, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

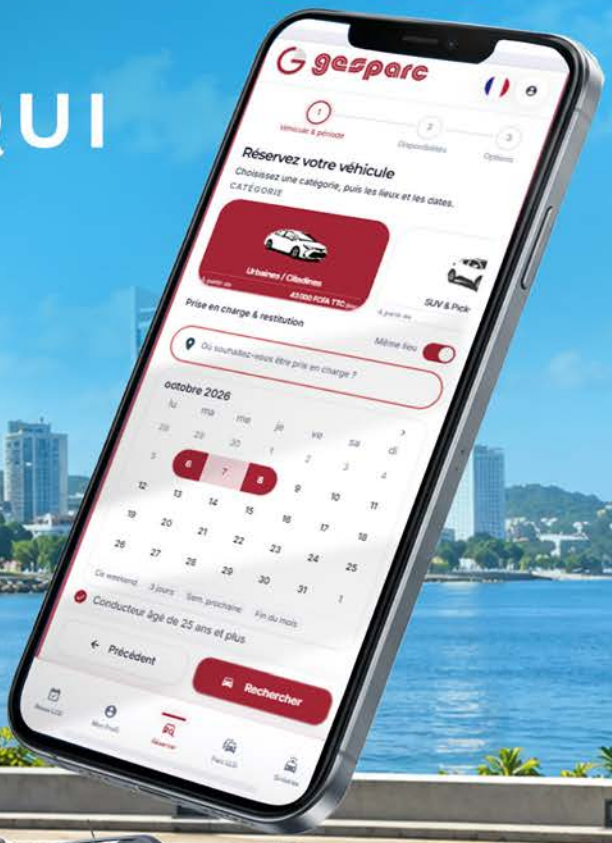
Pour être reconnue comme durable, une activité devra démontrer une contribution significative aux objectifs climatiques nationaux tout en respectant le principe de « ne pas causer de préjudice important » aux autres enjeux environnementaux. Le référentiel intègre également des garanties sociales minimales ainsi qu'une dimension genre, dans une logique de transition juste et inclusive. Son architecture s'inspire des standards internationaux, notamment de la taxonomie européenne et des normes Climate Bonds.

Lors du lancement, le secrétaire général du ministère de l'Environnement, Fodé Fall, a présenté cette taxonomie comme un pilier de la transition écologique du Sénégal, au service du développement économique, de l'équité sociale et de la durabilité environnementale.

Pour la Banque africaine de développement, ce type de référentiel constitue un levier essentiel pour mobiliser les capitaux vers des projets à fort impact dans les domaines de la résilience climatique, de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles. ■

gesparc 360

L'APPLICATION QUI VOUS FACILITE LA LOCATION



SCANNEZ ET RÉSERVEZ MAINTENANT

gesparc360.com



simple et rapide

un large choix de vehicules

sûr et fiable

SIÈGE SOCIAL ZI OLOUMI - Libreville - Gabon
Société Anonyme au capital de 3 027 000 000 Fcfa - RCCM : 2000 C 00001 - BP 31 - LIBREVILLE - Tel. : (+241) 77 08 28 05 / 77 14 01 58 / 66 40 07 80 / 66 22 05 75
Email : gesparc@groupesogafric.com - www.gesparc-gabon.com

NOUS CONSTRUISONS L'AVENIR. SOGAFRIC

ÉCOUTER LES TERRITOIRES POUR ÉLARGIR LE CHAMP DES POSSIBLES

TROP SOUVENT, LES STRATÉGIES DE RSE NAISSENT LOIN DES RÉALITÉS QU'ELLES PRÉTENDENT TRANSFORMER. ELLES S'ÉCRIVENT DANS DES SIÈGES ÉLOIGNÉS, SANS RÉELLEMENT CONCERTER LES COMMUNAUTÉS CIBLES DES PROGRAMMES SOCIÉTAUX ET ENVIRONNEMENTAUX.

Par Stéphane MOUDOUTÉ-BELL

Pourtant, chaque territoire est une bibliothèque vivante : il porte des savoirs, des pratiques, des innovations qui peuvent réinventer notre manière d'agir. Écouter les voix locales – celles des élus, des associations, des entrepreneurs, des chercheurs, des citoyens engagés – c'est ouvrir la porte à des solutions enracinées, inclusives et durables.

Lorsque les entreprises, les fondations ou les institutions publiques avancent seules, elles se privent de la force du collectif. Les stratégies uniformes, copiées-collées d'un contexte à l'autre, échouent à embrasser la richesse des cultures et des dynamiques locales. Les politiques "hors-sol" finissent par susciter rejet et abandon, laissant derrière elles des infrastructures désertées et des budgets perdus. À l'inverse, replacer le territoire au centre, c'est bâtir des ponts solides entre ambitions globales et besoins concrets.

Ancrer la RSE dans les réalités africaines, c'est rompre avec les approches descendantes pour faire du territoire l'épicentre de la durabilité. C'est accepter que l'agilité des entreprises privées s'articule avec les plans des collectivités locales, afin de répondre aux urgences vitales des communautés. C'est reconnaître que l'écoute n'est pas un supplément d'âme, mais la condition même de la pérennité.

Les clés de cette transformation

Cette transformation repose sur la co création avec les communautés, en réunissant entreprises, municipalités et représentants légitimes autour de chaque projet. Les investissements doivent être alignés sur les priorités stratégiques des communes afin d'inscrire la RSE dans une logique durable. La collaboration doit être institutionnalisée pour constituer une matrice agile capable de délivrer des services essentiels dans les zones rurales et périurbaines.

Mobiliser la jeunesse par le sport

Le sport contribue également au développement territorial. Les compétitions locales, les clubs communautaires et les infrastructures sportives constituent des espaces de rassemblement qui renforcent l'ancrage des politiques publiques dans les territoires. Toutefois, plus de 50 % des jeunes n'ont pas accès à des infrastructures socio éducatives formelles. Dans des zones où les services sociaux sont insuffisants, les terrains de football deviennent des lieux de mobilisation citoyenne, de sensibilisation et d'éducation informelle. Cependant, l'économie sportive africaine pourrait dépasser 20 milliards de dollars d'ici 2030.

Enfin, l'acceptabilité sociale des projets passe par une écoute attentive des territoires, garantissant ainsi la légitimité et la durabilité des investissements. Écouter les territoires, c'est donc élargir le champ des possibles. C'est transformer la diversité en force, et l'ancrage local en moteur d'un développement durable qui ne se contente pas de promettre, mais qui s'incarne dans la vie quotidienne des communautés. ■

Fondation BGFIBank
pour les générations futures



L'ÉDUCATION ET LA FORMATION AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE

www.fondation-bgfibank.com

SCANNER LE QR CODE

Bénin – Cameroun – Centrafrique – Congo – Côte d'Ivoire – France – Gabon – Guinée Équatoriale
Madagascar – République Démocratique du Congo – Sao Tomé et Principe – Sénégal

@fondationbgfi



POURQUOI L'AFRIQUE EST-ELLE SI VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

L'AFRIQUE NE REPRÉSENTE QU'UNE FAIBLE PART DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE, MAIS FIGURE PARMI LES RÉGIONS LES PLUS EXPOSÉES AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. CE PARADOXE S'EXPLIQUE MOINS PAR SES ÉCOSYSTÈMES QUE PAR SES TRAJECTOIRES DE DÉVELOPPEMENT.

Par OBW

Pendant des décennies, les modèles de croissance ont privilégié l'exploitation des ressources naturelles, l'urbanisation rapide et les activités extractives, souvent sans investissements suffisants dans les infrastructures, l'aménagement du territoire ou les mécanismes d'adaptation. Résultat : de nombreuses villes se développent dans des zones à risque, les écosystèmes protecteurs comme les forêts et les mangroves se dégradent, tandis que les capacités de prévention et de réponse aux crises demeurent limitées.

Pourtant, le continent dispose d'atouts considérables : vastes forêts tropicales, biodiversité exceptionnelle, potentiel agricole et ressources renouvelables. Mais ces richesses n'ont pas toujours été transformées en leviers de résilience. Les inégalités socioéconomiques, les contraintes financières et certaines faiblesses institutionnelles amplifient l'impact des sécheresses, inondations ou phénomènes climatiques extrêmes.

Cette situation trouve également ses racines dans l'histoire. Alors que les pays industrialisés ont construit leurs infrastructures et leurs capacités d'adaptation avant que les enjeux climatiques ne deviennent critiques, l'Afrique doit aujourd'hui relever un double défi : accélérer son développement économique tout en intégrant les risques climatiques.

Face à cette réalité, le continent s'organise. L'Union africaine a fait de la résilience environnementale un pilier de l'Agenda 2063. Des initiatives telles que la Grande Muraille Verte, l'African Adaptation Initiative ou l'African Risk Capacity visent à renforcer l'adaptation climatique, la sécurité alimentaire et la gestion des risques.

Dans cette dynamique, les entreprises ont un rôle déterminant à jouer. En intégrant les enjeux climatiques dans leurs stratégies et leurs investissements, elles peuvent contribuer à renforcer la résilience des territoires, soutenir la transition écologique et créer une valeur durable. Plus qu'un enjeu environnemental, l'adaptation climatique est aujourd'hui une condition de développement économique et social pour l'Afrique. ■

RSE EN AFRIQUE **L'IMPÉRATIF DES ÉCOSYSTÈMES**

LES RÈGLES DU JEU CHANGENT. L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS, AUX MARCHÉS ET AUX GRANDES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DÉPEND DE PLUS EN PLUS DE CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX. LA TRAÇABILITÉ N'EST PLUS LIMITÉE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME : ELLE S'ÉTEND DÉSORMAIS À L'ENSEMBLE DE SON ÉCOSYSTÈME.

Par OBW



Dans ce contexte, l'Afrique ne pourra pas transformer son économie en s'appuyant sur quelques entreprises exemplaires. Ce sont des chaînes de valeur entières qui doivent progresser. Car la crédibilité d'une entreprise engagée dépend aussi de la capacité de ses fournisseurs, sous-traitants et partenaires à répondre aux nouvelles exigences de durabilité.

Cette réalité révèle une opportunité souvent sous-estimée. Lorsqu'une seule entreprise cherche à faire évoluer ses pratiques, elle se heurte fréquemment à l'absence d'offres adaptées. Mais lorsque plusieurs acteurs expriment les mêmes besoins, ils créent les conditions favorables à l'investissement, à l'émergence de nouveaux fournisseurs et à la structuration de marchés locaux. La transition devient alors un levier de compétitivité.

Pourtant, la RSE telle qu'elle est souvent pratiquée aujourd'hui montre ses limites. Au fil des années, les entreprises ont multiplié audits, indicateurs et reportings. Les dispositifs se sont sophistiqués, sans toujours produire les transformations attendues. Trop souvent, la conformité l'emporte sur l'impact.

Le véritable défi n'est donc plus de documenter le changement, mais de le rendre possible. Cela suppose d'accompagner les PME, de former davantage de professionnels capables de conduire la transformation et d'adapter les référentiels internationaux aux réalités des territoires.

La RSE entre ainsi dans une nouvelle phase. Elle ne peut plus être un simple exercice de justification. Elle doit devenir un outil de transformation, créateur de valeur économique, sociale et environnementale. Les entreprises qui l'auront compris renforceront leur résilience et leur compétitivité. Les autres risquent de continuer à cocher des cases pendant que le monde évolue autour d'elles. ■

OMP
— OWENDO —
MINERAL PORT

NOTRE AMBITION :

DEVENIR UN OPÉR'ACTEUR DURABLE





LA GRANDE INTERVIEW

Jean Télésphore ELLA ZE

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'OWENDO MINERAL PORT

À L'OCCASION DES 10 ANS D'OWENDO MINERAL PORT, SON DIRECTEUR GÉNÉRAL, JEAN TÉLÉSPHORE ELLA ZE, LIVRE UNE ANALYSE SANS DÉTOUR DES AVANCÉES RÉALISÉES PAR OMP : PLUS DE 40 MILLIONS DE TONNES DE MINERAI TRAITÉES, UNE CONTRIBUTION MAJEURE À LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR MINIER GABONAIS, PLUS DE 1 000 EMPLOIS GÉNÉRÉS ET UNE STRATÉGIE RSE EN PLEINE STRUCTURATION.
DÉCOUVREZ UNE INTERVIEW INSPIRANTE SUR LES ENJEUX DE PERFORMANCE, DE TRANSITION ENVIRONNEMENTALE, DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET D'IMPACT DURABLE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE.

«Notre ambition est de devenir un opér'acteur durable»

1- OWENDO MINERAL PORT célèbre cette année ses 10 ans d'activités. Quelles sont les retombées majeures de ses opérations sur la dynamique industrielle du Gabon ?
Avant toute chose, il convient de rappeler qu'Owendo Mineral Port (OMP) est né d'un partenariat public-privé réunissant la République Gabonaise, représentée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), le groupe international ARISE Ports & Logistics et le fonds d'investissement français Meridiam. Leur ambition : accompagner le développement des activités minières du Gabon en apportant de nouvelles capacités logistiques.

La particularité d'OMP est d'avoir développé une chaîne logistique intégrée qui combine le rail et le port. Concrètement, nous acheminons le minerai par train jusqu'à Owendo, nous le déchargeons et le stockons sur notre terminal avant son transfert par barges et son chargement sur les navires pour l'exportation.

En dix ans, OMP a progressivement pris une place importante dans cette chaîne logistique. Depuis 2019, nous assurons plus de la moitié du transport ferroviaire de manganèse au Gabon.Sur le volet portuaire, nous traitons également une part majeure des volumes de manganèse destinés à l'exportation, pour le compte

de plusieurs opérateurs miniers.

Au total, nous avons traité plus de 40 millions de tonnes de minerai et accueilli plus de 1 000 navires depuis le démarrage de nos opérations. Ces chiffres illustrent à la fois notre capacité ferroviaire et la place prise par notre terminal dans la chaîne d'exportation du manganèse gabonais.

Notre activité a également permis de réduire les délais d'exportation. Là où le chargement du minerai pouvait auparavant prendre jusqu'à 18 jours en l'absence d'infrastructures adaptées, il peut aujourd'hui être réalisé en environ 6 jours, selon les opérations. Cette réduction permet notamment de limiter les coûts supplémentaires liés à l'immobilisation des navires en escale.

Cette performance industrielle a aussi une dimension humaine et économique. OMP représente aujourd'hui plus de 1 000 emplois directs et indirects, et près de 90% de notre sous-traitance est assurée par des entreprises locales.

Au-delà des volumes, c'est donc toute une capacité logistique qui s'est développée au service des opérateurs miniers, avec des effets sur leur compétitivité et sur la création de valeur au Gabon.

2- OWENDO MINERAL PORT s'est engagé dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) structurante. En quoi la RSE constitue t elle un levier de transformation opérationnelle, sociale et environnementale pour l'entreprise ?
La RSE ne doit pas être une politique que l'on ajoute à côté de notre activité. Elle doit se traduire dans la manière dont nous pensons et exerçons notre métier.

AUJOURD'HUI, NOTRE DÉMARCHE CONSISTE JUSTEMENT À MIEUX STRUCTURER CETTE FAÇON D'AGIR : DÉFINIR NOS PRIORITÉS, FIXER DES OBJECTIFS, MESURER NOS RÉSULTATS ET IDENTIFIER LES DOMAINES DANS LESQUELS NOUS DEVONS PROGRESSER.

Cela signifie regarder notre performance de façon plus large : bien sûr à travers nos résultats opérationnels, et également à travers les conditions dans lesquelles travaillent nos collaborateurs, notre empreinte environnementale et la valeur que nous créons pour nos clients, nos partenaires et les communautés qui nous
entourent.

Aujourd'hui, notre démarche consiste justement à mieux structurer cette façon d'agir : définir nos priorités, fixer des objectifs, mesurer nos résultats et identifier les domaines dans lesquels nous devons progresser.

La dimension humaine est essentielle. Je suis convaincu que la performance d'une entreprise repose d'abord sur les femmes et les hommes qui la font vivre. Nous devons donc leur donner les moyens de développer leurs compétences, leur potentiel et leur créativité. Cela passe par la formation, le dialogue social, la santé et la sécurité au travail, ainsi que par l'amélioration continue des conditions de travail.

Sur le plan environnemental, la même logique s'applique : mieux maîtriser nos consommations, nos émissions, nos déchets et notre empreinte sur la biodiversité.

Notre ambition est de construire une performance plus globale, qui soit à la fois opérationnelle, humaine, sociale et environnementale. C'est ainsi que nous pourrons inscrire durablement la performance d'OMP dans son écosystème.

3- Comment OWENDO MINERAL PORT contribue-t-il à protéger l'environnement dans un contexte marqué par l'intensification des chocs climatiques?
Pour une entreprise industrielle et portuaire comme la nôtre, la protection de l'environnement passe d'abord par la réduction progressive de l'empreinte de nos activités.

Plusieurs initiatives sont engagées dans ce sens. Un projet d'installation de lampadaires solaires sur notre zone opérationnelle est en cours, et nous prévoyons d'étendre le recours à cette énergie verte avec des panneaux solaires destinés à couvrir 75% des besoins en énergie électrique de nos ateliers de maintenance.



Nous avons parallèlement commencé à nous doter d'équipements électriques, tels que des chariots élévateurs et des remorqueurs ferroviaires. Nous contribuons également au programme de restauration de la mangrove d'Agondjé-Ntom, mené avec les autorités compétentes et des ONG locales. Cette initiative est portée collectivement par plusieurs entités gabonaises du groupe ARISE afin de mutualiser nos efforts en faveur de la biodiversité.

Ces premières actions s'inscrivent dans une réflexion plus large. Nous devons agir sur plusieurs leviers : nos consommations énergétiques, nos émissions, la gestion de nos déchets et la préservation de la biodiversité.

À terme, notre ambition est de ne plus penser séparément performance opérationnelle et performance environnementale. Nous avons encore du chemin à parcourir, et c'est précisément cette marge de progression qui doit nourrir notre démarche pour les prochaines années.

4- Quels leviers OWENDO MINERAL PORT actionne-t-il pour accroître la présence et l'accès des femmes gabonaises aux métiers de la logistique, un secteur encore très masculin ?

Les femmes restent effectivement encore minoritaires dans les activités portuaires, ferroviaires et logistiques. À OMP, elles représentent aujourd'hui près d'un salarié sur cinq. Cette proportion reflète aussi une réalité plus large du secteur : selon le Port Performance Scorecard de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), les femmes représentent en moyenne 18 % des effectifs portuaires dans le monde.

Ce constat ne doit pas nous conduire à nous en satisfaire. Il montre au contraire qu'il faut continuer à créer les conditions permettant à davantage de femmes d'accéder aux fonctions techniques et opérationnelles, de développer leurs compétences et d'y évoluer.

C'est dans cet esprit qu'OMP a contribué à plusieurs initiatives. Le programme Com'Elles, mené en 2021 etfinancé collectivement par les entités gabonaises du groupe ARISE, a permis de former une cinquantaine de femmes à la conduite d'engins. Certaines bénéficiaires ont ensuite intégré nos équipes, et l'une d'entre elles a depuis évolué au poste de Superviseure.

Nous avons également accompagné en 2022 la formation de 60 dockers aux opérations portuaires, dont 10 femmes.

Au-delà de ces programmes, notre politique vise à garantir l'égalité des chances dans le recrutement, la rémunération, la formation et l'accès aux responsabilités. Des dispositions sociales sont également portées à l'échelle du groupe ARISE pour mieux prendre en compte les besoins spécifiques des collaboratrices.

L'objectif n'est pas simplement d'augmenter un chiffre. Il est de permettre à davantage de femmes d'accéder à ces opportunités, d'y développer leurs compétences et d'y construire une carrière.

5- Votre mot de fin

Ces dix années nous donnent l'occasion de mesurer le chemin parcouru tout en regardant avec ambition celui qu'il nous reste à accomplir.

OMP a été créé pour répondre à un enjeu industriel et logistique majeur : contribuer à la fluidité et à la compétitivité de la chaîne d'exportation minière du Gabon. En dix ans, nous avons développé un outil industriel, construit des compétences, créé des emplois et contribué à la création de valeur autour de notre activité.

Aujourd'hui, nous voulons franchir une nouvelle étape. Notre responsabilité est de consolider ce qui fonctionne, de mieux mesurer nos impacts et de progresser dans les domaines où nous pouvons et devons faire davantage, notamment sur les plans social et environnemental.

Pour les dix prochaines années, notre ambition est de devenir un opér'acteur durable, capable de concilier performance opérationnelle, développement humain, contribution sociale et meilleure maîtrise de notre empreinte environnementale.

Le chemin se poursuit avec la volonté de structurer cette trajectoire afin de nous inscrire durablement dans la performance globale.

C'est le sens que nous voulons donner à la prochaine décennie d'OMP. ■

OMP
OWENDO
MINERAL PORT



10 Ans

de performance logistique au service du développement minier du Gabon

2016 - 2026





Constant DJEKET
Directeur Général,
NSIA Assurances Togo

RESPONSABILITÉ CIVILE : **ET SI LA LOI ALLAIT AU BOUT DE SA PROPRE LOGIQUE ?**

Le droit ne laisse planer aucune ambiguïté : celui qui cause un dommage à autrui doit le réparer. Dans tous les pays de tradition civiliste, ce principe figure dans le Code civil de tous les pays. Au Togo, il s'énonce en deux articles d'une clarté presque brutale :

Article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Article 1384 du Code civil : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »

Le principe est posé depuis de nombreuses années. Mais une obligation de réparer, n'a de valeur que si celui qui la doit, a les moyens de l'honorer. C'est précisément là que le système, tel qu'il est appliqué aujourd'hui dans nos pays, montre ses limites.

Une obligation juridique... sans garantie financière

Deux questions suffisent à révéler la faille :
- Comment s'assurer que le responsable d'un préjudice aura la capacité financière d'y faire face ?
- Quel recours reste-t-il à la victime lorsque l'auteur du dommage est insolvable ?

Une obligation de réparation non adossée à une garantie financière est une coquille vide. Elle habille le droit de la victime d'une promesse que la réalité économique peut rendre inexécutable. Or le risque de causer un dommage à autrui n'est pas circonscrit à quelques activités périlleuses : il est partout, dans le tissu ordinaire de la vie économique et sociale.

Quelques illustrations suffisent à le montrer :

- les risques locatifs : incendie, dégât des eaux, destruction involontaire d'un logement ;
- les risques liés à la conduite d'un véhicule terrestre à moteur ;
- les risques d'intoxication alimentaire dans la restauration ;
- les erreurs médicales ;
- les risques industriels, qu'ils tiennent aux produits fabriqués ou aux installations elles-mêmes ;
- les risques du secteur de la construction, pendant les travaux comme après la livraison de l'ouvrage ;
- les risques de pollution.

Cette liste n'a rien d'exhaustif. Elle suffit pourtant à établir un constat simple : le risque de nuire à autrui est consubstantiel à l'exercice de toute activité humaine. La loi impose la réparation intégrale des préjudices, qu'ils soient corporels ou matériels, pour permettre à la victime de reconstruire ce qui a été détruit, de se soigner, ou d'être justement indemnisée lorsque le dommage est irréversible.

L'assurance de responsabilité civile est le mécanisme qui transforme cette promesse juridique en réalité financière : en mutualisant les risques, elle garantit que l'auteur d'un dommage, quels que soient ses moyens propres au moment du sinistre sera en mesure d'indemniser sa victime.

Une obligation d'assurance restreinte dans la majorité des pays de la zone CIMA

C'est ici que le paradoxe de nos marchés apparaît. Dans l'espace CIMA, l'assurance obligatoire se résume, en pratique, à la seule responsabilité civile automobile, comme si le véhicule terrestre à moteur était l'unique activité susceptible de causer des dommages à autrui. L'obligation de réparation issue du Code civil est pourtant bien plus large que ce seul cas de figure. Rien, dans les principes qui la fondent, ne justifie qu'elle s'arrête à la portière d'une voiture.

D'autres juridictions ont tiré toutes les conséquences de cette logique. En France, environ quatre-vingts professions réglementées : Du notaire au coiffeur, en passant par le médecin, l'expert-comptable ou l'avocat sont soumises à une obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle. Aux États-Unis, la notion de « liability » structure une grande partie de la vie économique et explique, entre autres, le poids considérable des professions juridiques et le niveau des coûts de défense : l'assurance y est devenue une condition de sérénité pour quiconque exerce une activité exposée.



Une démarche de responsabilité, avant d'être une contrainte

Souscrire une assurance de responsabilité civile n'est pas seulement une précaution : c'est un acte citoyen. Être responsable, au sens plein du terme, signifie répondre de ses actes. Toute personne physique ou morale, consciente des risques que son activité fait courir au reste de la société, se doit de disposer des moyens d'assumer cette responsabilité, sans mettre en péril son patrimoine personnel ou celui de son entreprise. L'assurance de responsabilité civile est, à ce jour, l'instrument le plus sûr pour y parvenir.
Élargir le champ des assurances obligatoires : une nécessité, pas une option

La protection des personnes et des biens impose de faire correspondre le champ des assurances obligatoires à l'étendue réelle des risques que le Code civil entend couvrir. Tant que cette mise en cohérence ne sera pas engagée, la promesse de réparation intégrale restera, pour un grand nombre de victimes potentielles, une garantie de papier plutôt qu'une protection effective.

Il est temps que nos législations tirent les conséquences pratiques d'un principe qu'elles proclament déjà : qui peut causer un dommage à autrui doit pouvoir le réparer et l'assurance est le seul mécanisme qui rend cette promesse tenable. ■



CHOC ÉCONOMIQUE ET RSE: **COMMENT FAIRE PLUS AVEC MOINS?**

DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE SOUS TENSION, LES ENTREPRISES REPENSENT LEURS PRIORITÉS AFIN DE GARANTIR LA CONTINUITÉ ET LA PÉRENNITÉ DE LEURS ACTIVITÉS. LA RSE S'INSCRIT DANS CETTE DYNAMIQUE COMME UN LEVIER STRATÉGIQUE MAJEUR. ELLE PERMET DE FAIRE PLUS AVEC MOINS, EN CONCILIANT OPTIMISATION DES RESSOURCES, MAÎTRISE DES COÛTS ET RENFORCEMENT DE L'IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.

SMB

Quand l'économie impose l'urgence

Les directions générales naviguent dans un climat de rareté : liquidités resserrées, crédit plus coûteux, marges sous pression. Chaque franc CFA investi doit prouver son efficacité. Pourtant, la quête de rentabilité ne peut se faire au détriment de l'impact social et environnemental. C'est là que la RSE révèle sa force : elle propose des dispositifs à double dividende, capables de réduire les coûts tout en renforçant la résilience collective. Elle permet également d'attirer des investissements à impact sensibles aux critères ESG et d'accéder aux marchés financiers.

L'Afrique au cœur des priorités

Sur le continent, les défis sont spécifiques. Il faut réduire le fossé entre les exigences environnementales des donneurs d'ordres internationaux et les besoins vitaux des populations: emploi des jeunes, éducation, accès à l'eau et à l'électricité. Il devient plus que nécessaire de travailler sur un modèle africain de la durabilité en générale et de la RSE en particulier. La RSE doit intégrer les réalités et cultures locales afin de devenir un amortisseur face aux chocs économiques.

Vers une RSE agile en cas de période de crise

La transition vers une RSE plus agile en période de crise se base, entre autres, sur un leadership visionnaire qui s'approprie les enjeux de durabilité et qui positionne la RSE comme un véritable levier économique et non comme un coût; une visibilité claire des coûts liés à l'inaction RSE en termes de risques organisationnels, règlementaires, réputannionnels, etc.; un investissement dans l'innovation pour créer des ruptures et abaisser les coûts de production; une mutualisation des forces afin de partager les risques et diviser les charges financières; etc.

Une nouvelle définition de la durabilité

La durabilité n'est plus perçue comme un coût, mais comme un outil de gestion des risques et un vecteur de compétitivité. Elle se traduit par des projets hybrides qui protègent la trésorerie tout en respectant les critères ESG, par des plateformes industrielles communes pour réduire les barrières financières, et par une harmonisation des outils de notation afin de refléter les performances réelles des entreprises africaines.

Par ailleurs, les règlementations doivent-être souples pour éviter que le reporting extra financier ne devienne une contrainte pour les entreprises. ■

AFRIC TALENTS
Des managers pour l'Afrique

Un espace unique de rencontres,
d'échanges et de recrutement



Abidjan,
au cœur de l'emploi en Afrique

13 Novembre 2026

Sofitel Hôtel Ivoire Abidjan

www.africtalents.fr

Forum de recrutement organisé depuis 1999 par

AFRIC SEARCH

L'IMPACT DU CHOC TECHNOLOGIQUE SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

SELON LE FMI, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE IMPACTERA DE FAÇON DÉFINITIVE 40% DES EMPLOIS DANS LE MONDE. CE CHOC TECHNOLOGIQUE TRANSFORME PROFONDÉMENT LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : IL ACCENTUE LA POLARISATION DES MÉTIERS, AVEC LA DISPARITION PROGRESSIVE DES POSTES ROUTINIERS INTERMÉDIAIRES, LA MONTÉE EN PUISSANCE DES EMPLOIS HAUTEMENT QUALIFIÉS LIÉS AU NUMÉRIQUE ET À L'INNOVATION, ET LE MAINTIEN DES PROFESSIONS MANUELLES REPOSANT SUR UNE FORTE INTERACTION HUMAINE.

SMB

L'introduction accélérée des technologies d'automatisation et des outils d'intelligence artificielle redéfinit profondément les structures de l'emploi et les critères d'employabilité en Afrique.

Une polarisation des métiers

Le choc technologique agit comme une véritable force de gravité qui redessine les équilibres du marché du travail. Les emplois routiniers intermédiaires disparaissent progressivement, emportés par l'automatisation et l'efficacité des machines. En parallèle, les professions numériques et hautement qualifiées s'imposent comme les nouveaux piliers de l'économie, devenant indispensables à la compétitivité et à l'innovation. Pourtant, certains métiers résistent: ceux qui reposent sur l'interaction humaine rappellent que la valeur du contact direct demeure irremplaçable, et qu'aucune technologie ne peut totalement supplanter la richesse des relations humaines.

Une redéfinition de l'employabilité

L'introduction accélérée de l'IA et de l'automatisation bouleverse profondément les critères de recrutement. Les compétences transactionnelles, autrefois essentielles, s'érodent à grande vitesse sous l'effet de la digitalisation. Dans ce contexte, les systèmes éducatifs traditionnels, trop lents à s'adapter, peinent à suivre le rythme imposé par ces mutations. L'entreprise se transforme alors en une véritable école permanente, réinventant ses plans de formation pour accompagner ses équipes dans une adaptation continue. Enfin, les PME, plus agiles et réactives, apparaissent comme les laboratoires vivants de cette transformation, expérimentant de nouvelles pratiques et ouvrant la voie à des modèles innovants.

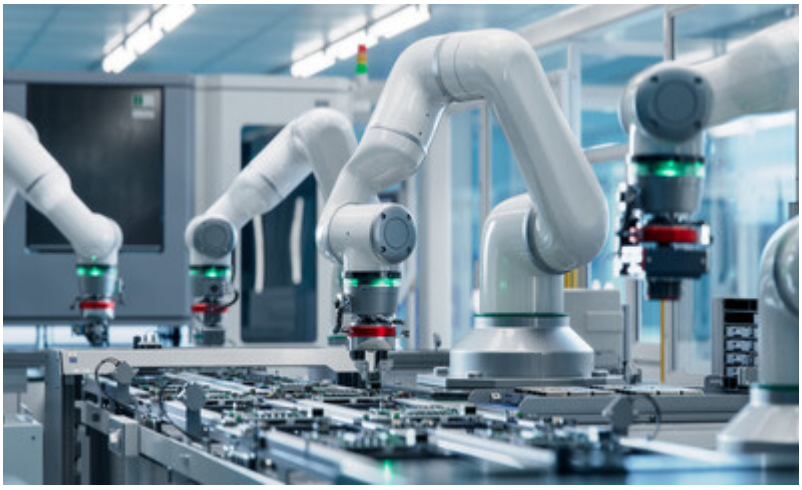
Vers un avenir du travail réinventé

Piloter cette mutation exige une



vision audacieuse et proactive. Il s'agit d'anticiper l'automatisation et de réorienter les talents vers des fonctions d'analyse et de supervision, tout en réinventant les carrières autour d'une double exigence : la maîtrise numérique et l'excellence humaine. La pensée critique, la créativité et l'intelligence émotionnelle doivent être placées au cœur de la performance, car elles représentent des atouts irremplaçables face aux « machines ». Dans cette dynamique, il est essentiel de s'inspirer des initiatives publiques qui financent l'apprentissage de l'IA afin de réduire la fracture numérique, tout en reconnaissant l'inadéquation des diplômes face aux besoins réels des industries modernes.

La résilience repose également sur la capacité à désapprendre et réapprendre, véritable clé d'adaptation dans un monde en constante évolution. Par ailleurs, l'essor de la Fintech africaine doit



être encadré pour éviter une dépendance technologique et prévenir les dérives éthiques. Enfin, le développement de programmes de certification courts apparaît comme une solution pragmatique pour sécuriser les viviers de recrutement et accompagner efficacement cette transformation.

Les zones de vigilance

Cette révolution n'est pas dénuée de risques. En effet, une confiance excessive accordée aux diagnostics de l'IA, notamment dans le domaine médical, risque de réduire la valeur de l'expertise humaine. Par ailleurs, le maintien d'une main-d'œuvre non qualifiée constitue une menace systémique plus grave que le simple coût du turn-over. Enfin, l'absence de propriété intellectuelle locale sur les technologies expose l'Afrique à une dépendance stratégique préoccupante. ■


FEROX
ENERGY
FRANCIS NGANNOU
FEROX
NEVER STOP
(*) Tarif homologué
Sobraga
Les Brasseurs du Gabon
www.sobraga.com

COMMUNICATION ET RSE
L'AUDACE DE LA TRANSPARENCE

DANS UN MONDE SATURÉ DE PROMESSES ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES, LA COMMUNICATION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE TRAVERSE UNE VÉRITABLE CRISE DE CONFIANCE. LES DISCOURS SE MULTIPLIENT, MAIS TROP SOUVENT, ILS SE HEURTENT AU SOUPÇON (PARFOIS AVÉRÉ) DE GREENWASHING OU DE SOCIALWASHING. LES PARTIES PRENANTES – CONSOMMATEURS, RÉGULATEURS, INVESTISSEURS – NE SE CONTENTENT PLUS DE PROMESSES: ELLES EXIGENT DES PREUVES, DES ENGAGEMENTS TANGIBLES, DES RÉCITS HONNÊTES.

SMB

L'audace de la transparence

Oser dire la vérité, oser montrer non seulement les réussites, mais aussi les retards, les limites et les défis encore non résolus. La transparence basée sur l'ESG est en train de passer progressivement d'un statut de choix à celui de l'exigence.

La transparence n'est plus un simple exercice de communication. Elle traduit l'expression d'une réelle politique RSE, intégrée à la stratégie d'entreprise, et devient un levier de confiance, de crédibilité et de performance durable. Cette dynamique fait passer la communication RSE d'une vitrine défensive à un espace de dialogue, basé sur un récit de responsabilité partagée et où l'entreprise s'expose avec courage et humilité.

Les clés d'une communication responsable et transparente

Une communication responsable et transparente repose sur plusieurs piliers essentiels. Elle doit s'arrimer aux trajectoires de progrès des engagements pris et s'appuyer sur des indicateurs clairs, audités et chiffrés. La transparence devient alors un véritable levier de confiance, mesurable à travers le retour d'expérience des parties prenantes et leur perception des changements opérés.

La communication RSE doit mettre en avant les transformations majeures plutôt que des actions marginales ou purement philanthropiques, tout en veillant à s'aligner aux critères ESG afin de garantir comparabilité et rigueur. Les données complexes doivent être traduites en formats accessibles pour le grand public, et des espaces d'échange sincères avec les communautés, ONG et médias doivent être créés pour tester et ajuster la perception des engagements.

L'audace de la transparence réside donc dans l'acceptation que, demain, les entreprises ne seront plus jugées seulement sur leurs intentions déclarées, mais sur les preuves tangibles de ce qu'elles accomplissent réellement. Ainsi, la communication RSE ne se limite plus à « raconter » l'entreprise : elle devient un acte de courage, une démonstration de responsabilité, et une invitation à construire ensemble un avenir durable. ■

PROCOM
FORUM

LE GRAND RENDEZ-VOUS DES PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION, DU MARKETING ET DES MÉDIAS

2ème ÉDITION

18 FÉVRIER 2027



THÈME

INFLUENCE, ATTRACTIVITÉ, RAYONNEMENT

LES NOUVEAUX POUVOIRS DE LA COMMUNICATION

PALAIS DES CONGRÈS, OMAR BONGO ONDIMBA, LIBREVILLE

contact@agencelek.com
www.procomforum.com

Un événement lek.



Trois questions à FANTA TANGARA

COUNTRY MANAGER, AGILITY LOGISTICS PARKS CÔTE D'IVOIRE

À TRAVERS CET ENTRETIEN, FANTA TANGARA PARTAGE SON REGARD SUR LA CONTRIBUTION DES INFRASTRUCTURES MODERNES À LA PERFORMANCE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT, LES INITIATIVES RSE DÉPLOYÉES PAR AGILITY LOGISTICS PARKS CÔTE D'IVOIRE ET LES ACTIONS NÉCESSAIRES POUR FAVORISER UNE PLUS GRANDE REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES MÉTIERS DE LA LOGISTIQUE.

1 Quelles sont les principales activités d'Agility Logistics Parks Côte d'Ivoire et comment ses infrastructures logistiques contribuent-elles à fluidifier les chaînes d'approvisionnement dans le pays ?

Agility Logistics Parks Côte d'Ivoire développe et exploite des infrastructures logistiques et industrielles modernes, destinées aux entreprises à la recherche

d'espaces de stockage et d'exploitation répondant aux standards internationaux.

Avec le développement de notre parc logistique au PK26, nous avons introduit sur le marché ivoirien une nouvelle génération d'infrastructures logistiques : des entrepôts modernes, sécurisés, immédiatement opérationnels et flexibles, permettant aux entreprises d'adapter leurs espaces à l'évolution de leurs activités. Cette offre, encore unique sur le marché local, permet à nos clients de se concentrer sur leur cœur de métier sans avoir à investir dans le développement de leurs propres infrastructures.

La localisation du parc constitue également un véritable atout logistique. Situé sur l'autoroute du Nord, il facilite la desserte de l'intérieur du pays et bénéficie désormais d'un accès direct à la Y4, la nouvelle voie de contournement d'Abidjan. Cette connexion améliore l'accès aux différents corridors et permet aux entreprises d'optimiser leurs flux de marchandises.

Au-delà de la mise à disposition d'entrepôts, notre ambition est ainsi de contribuer à la modernisation des infrastructures logistiques en Côte d'Ivoire et à une chaîne d'approvisionnement plus fluide, plus efficace et plus compétitive.



Comment Agility Logistics Parks Côte d'Ivoire intègre t elle la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans ses opérations quotidiennes et dans la conception de ses infrastructures ?

Chez Agility Logistics Parks Côte d'Ivoire, la RSE est intégrée aussi bien dans la conception de nos infrastructures que dans notre manière de les exploiter au quotidien.
Sur le volet environnemental, nos bâtiments sont notamment conçus pour réduire leur consommation d'énergie et d'eau et améliorer leur performance environnementale. Nos entrepôts d'Abidjan sont certifiés EDGE Advanced, ce qui traduit concrètement notre volonté de développer des infrastructures plus durables.

Mais notre approche ne se limite pas aux bâtiments. Elle intègre également la santé et la sécurité, le développement des compétences et notre engagement auprès des communautés locales. À Attinguié, localité qui accueille notre parc logistique, nous avons notamment mis en place un programme de formation destiné aux jeunes, afin de contribuer au développement de leurs compétences et de favoriser leur employabilité.

Pour nous, la RSE doit avant tout se traduire par des actions concrètes, intégrées à notre façon de travailler et capables de produire un impact durable sur notre environnement, nos collaborateurs, nos clients et les communautés qui nous entourent.



Quels leviers structurants peuvent permettre de renforcer la présence des femmes africaines dans les métiers de la logistique?

Pour renforcer la présence des femmes africaines dans les métiers de la logistique, il faut d'abord mieux faire connaître le secteur et montrer qu'il n'est pas réservé aux hommes. La logistique offre une grande diversité de métiers et d'opportunités, dans lesquels les femmes ont pleinement leur place, y compris à des postes de management et de leadership.

Il est également essentiel de créer des espaces permettant aux femmes de se projeter, de développer leurs compétences et de bénéficier de modèles auxquels elles peuvent s'identifier. C'est notamment le sens de mon engagement au sein de Women in Logistics Africa (WILA) en tant que Vice-Présidente de l'association.

À travers des initiatives concrètes comme le Forum des Métiers, nous faisons découvrir les métiers de la logistique aux jeunes et les encourageons à envisager des carrières dans ce secteur. Nous développons également des programmes de mentorat, aussi bien pour les jeunes professionnelles que pour des profils plus expérimentés, ainsi que des masterclass au cours desquelles des femmes leaders viennent partager leur parcours, leur expérience et les enseignements qu'elles en ont tirés.

Ces initiatives contribuent à créer des rôles modèles, à renforcer la confiance et à construire des réseaux professionnels. Pour moi, c'est en combinant sensibilisation, formation, mentorat, visibilité et accès aux opportunités que nous pourrons durablement renforcer la place des femmes dans la logistique en Afrique. ■

Plus de 20 ans au service des entreprises africaines nous ont convaincu que les clefs de l'émergence économique étaient entre nos mains.Le continent africain qui fait l'objet de toutes les convoitises est riche en ressources de tous genres:
minérales, minières, humaines, naturelles, ...

Mais la richesse de son sous-sol n'est en fait qu'un potentiel de développement et de puissance économique qu'il nous faut «transformer». Nous devons donc être des transformacteurs pour traduire en développement économique ses riches potentialités.

Avec désormais 4 pôles d'actvités

- CONSEIL
- SANTÉ
- FORMATION
- ÉDITION

+25 ans
et toujours l'esprit start-up

Nous avons l'ambition d'être parmi les transformacteurs que le continent attend...

Système de Management certifié ISO 9001

AFRIQUE CHALLENGE
L'Afrique qui ose!

3, Rue Mansour Saadi, quartier Racine 20100 Casablanca
Tél.: +212 522 36 04 18/20 Fax : +212 522 36 31 41 Email : contact@lafriquequiose.com
facebook-lafriquequiose
@lafriquequiose

www.lafriquequiose.com

LATITUDE MONDE

Créateur de Développement Durable



NOTRE VISION

FAIRE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALES DE L'ENTREPRISE (RSE) UN LEVIER DE CROISSANCE DE VOTRE ENTREPRISE.

LATITUDE MONDE, Cabinet Conseil en RSE, est votre solution durable pour :

- Élaborer, Implémenter, Évaluer et Valoriser votre Démarche RSE.







LATITUDE MONDE organise l'African Business & Social Responsability Forum, 1ère plateforme de RSE en Afrique (**www.africa-businesspeople.com**)

- 2017 - 2018 : Port-Louis, Maurice
- 2019 : Kigali, Rwanda
- 2020 - 2021 : Marrakech, Maroc
- 2022 : Dubaï, E.A.U
- 2023 : Dakar, Sénégal
- 2024 : Abidjan, Côte d'Ivoire
- 2025 : Lomé, Togo
- 10ème édition : Abidjan, Côte d'Ivoire, les 10& 11 Juin 2026

LATITUDE MONDE publie la REVUE IDÉES DURABLES et les sites Internet **www.gabon-rse.com & www.ivoire-rse.com**

Plus d'infos : contact@latitudemonde.com • +241 74 18 96 72

www.latitudemonde.com